

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 25/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DURAND Transports

48 Rue Pasteur
51370 Saint-Brice-Courcelles

Références : D3 i 2024-364
Code AIOT : 0005701667

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2024 dans l'établissement DURAND Transports implanté 48 Rue Pasteur 51370 Saint-Brice-Courcelles. L'inspection a été annoncée le 15/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est effectuée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DURAND Transports
- 48 Rue Pasteur 51370 Saint-Brice-Courcelles
- Code AIOT : 0005701667
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation des installations du site est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2014-A-67-IC en date du 25 juillet 2014. Le site est concerné par une activité sous le régime de l'autorisation : installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses (2795-1).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'activité de lavage de citernes est en baisse, le site n'a pas connu de modifications dans ces installations et ses activités depuis plus de 10 ans. Il est situé en bord de la Vesle et sur nappe affleurant, le milieu "eau" environnant est donc sensible.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article 4,1,1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Les effluents	Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article 4,3,9,1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article 7,3,1	Demande d'action corrective	1 mois
7	Confinement	Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article 7,5,1,5	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Pollution accidentelle	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.9	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	EXPLOITATION	Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article 1,2,1	Sans objet
2	Installations	Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article 1,2,5	Sans objet
3	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article 2,1,2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'y a pas de non conformités majeures constatées, mais il a été constaté :

- la présence d'une grande fissure sur la dalle de l'aire de distribution de carburant ;
- l'absence de pancartes inaltérables permettant d'identifier rapidement les points d'aspiration et les bassins de récupération des eaux en cas de sinistre.

Par ailleurs, il convient que l'exploitant se justifie sur les dépassements de VLE et l'augmentation de consommation d'eau sur le réseau public.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : EXPLOITATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article 1,2,1
Thème(s) : Risques chroniques, Nature des installations
Prescription contrôlée : 2795-1 : Lavage de fûts, conteneurs, de substances ou mélanges ou de déchets dangereux – 180 m3/j - A 2910.A.2 : Combustion - 3.13 MW - DC 1434-1.b : Liquides inflammables (remplissage ou distribution) autres que 1435 - 12 m3/h - DC 1435-2 : Stations-service - 700 m ³ – DC
Constats : D'après l'exploitant, les installations n'ont pas été redimensionnées depuis 2013. Il y a cependant une baisse d'activité et donc une baisse de quantité d'eau prélevée au niveau du forage. En 2022, la quantité prélevée sur le forage s'élève à 16900 m3 alors que la quantité maximale autorisée est de 48500 m3.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article 1,2,5
Thème(s) : Risques chroniques, Consistance des installations autorisées
Prescription contrôlée :

<p>L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une station de lavage de citernes constituée d'un bâtiment englobant - deux pistes pour le lavage interne des citernes. L'une des pistes est réservée au lavage des citernes contenant des produits alimentaires ; l'autre est dédiée notamment aux citernes transportant des matières dangereuses, - une piste extérieure au bâtiment pour le lavage externe des véhicules, - une installation de traitement des eaux industrielles, - une station de carburant, - un bâtiment de stockage, - un atelier d'entretien et de réparation poids lourds, - une aire de stationnement pour poids-lourds.
<p>Constats :</p> <p>Durant la visite, les différents bâtiments et installations ont été visités. Il n'a pas été constaté de nouvelles installations / bâtiments.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Gestion de l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article 2,1,2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'ensemble du personnel, y compris intérimaire ou saisonnier, reçoit une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation fait l'objet d'un plan formalisé. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les laveurs et les encadrants ont une formation correspondant aux risques spécifiques de leur poste. Une formation datant de janvier 2024 a été réalisée par un prestataire et une autre formation interne spécifique au port des EPI et sur les bonnes pratiques d'hygiène (PBH) a été réalisée en avril 2024 en interne.</p> <p>Tous les 2 ans l'ensemble du personnel est formé sur les risques incendie et sur l'utilisation des moyens incendie. La dernière formation date de septembre 2022.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Protection des ressources en eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article 4,1,1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Approvisionnements en eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Réseau d'adduction communal : domestique et industriel – Reims Métropole : 200 m³ / an. Eau souterraine : industriel – Forage en nappe : 48500 m³ / an</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après le registre de l'exploitant, en 2022, la consommation d'eau s'élève à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 792 m3 d'eau du réseau public alors que l'AP autorise un prélèvement annuel plafonné à 200 m3 - soit 3 fois plus ; - 16900 m3 d'eau du forage alors que l'AP autorise jusqu'à 48500 m3 de prélèvement annuel - soit environ 3 fois moins.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de demander à l'exploitant de fournir les explications de l'augmentation du volume prélevé dans le réseau public et de se positionner sur une valeur maximale annuelle en démontrant les actions de maîtrise et de réduction de consommation sous un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Les effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article 4,3,9,1
Thème(s) : Risques chroniques, VLE du point de rejet n°3
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux industrielles dans le milieu récepteur considéré les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Point de rejet n° : 3
Constats : Les valeurs saisies sur la plateforme GIDAF révèlent parfois des dépassements de Valeurs Limites d'Emissions (VLE) : - en novembre 2023, il y a dépassement de la DBO5 (4100 au lieu de 2500) et de la DCO (6550 au lieu de 5000); - en décembre 2023, il y a dépassement de la DBO5 (6200 au lieu de 2500, soit plus du double) et de la DCO (8880 au lieu de 5000). L'exploitant n'a pas commenté ces résultats non-conformes sur la plateforme.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de demander à l'exploitant de fournir les explications sur les dépassements des VLE de novembre et décembre 2023 sous un délai d'un mois. Il convient également de demander à l'exploitant de spécifier chaque dépassement de VLE sur la plateforme GIDAF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article 7,3,1
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Les installations sont équipées de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, et appropriés aux risques, notamment : - d'un poteau incendie d'un débit minimum de 60 m³/h implanté à 100 mètres au plus du risque à défendre ;

<ul style="list-style-type: none"> - d'une réserve existante 500 m3 d'eau propre remplie à 240 m3 au minimum (ancienne cuve de carburant situé au centre du site transformée en réserve incendie). Deux points d'aspiration sont en permanence d'un accès facile et aménagés [...] - d'une réserve souple d'incendie de 500 m3. Quatre points d'aspiration sont en permanence d'un accès facile et aménagés [...] - Aménagement du puits existant près de la station de lavage (équivalent escompté à 120 m³). Un point d'aspiration d'un accès facile est aménagé au plus près du puits [...] - Chaque point d'aspiration doit être utilisable en tout temps et signalé par une pancarte inaltérable et visible. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La réserve dans l'ancienne cuve de carburant dispose de 2 points d'aspiration. 2 réserves souples d'incendie de 250 m3 chacune. Les points d'aspiration ne sont pas tous signalés par une pancarte inaltérable et visible.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de demander à l'exploitant d'apposer les pancartes inaltérables aux points d'aspiration sous un délai d'un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Confinement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article 7,5,1,5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bassins de confinement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les bassins de confinement et d'orage sont signalés par une pancarte inaltérable comportant la mention :</p> <ul style="list-style-type: none"> -« rétention des eaux d'extinction - Capacité maxi : 1600 m3 » ; -« rétention des eaux d'extinction - Capacité maxi : 200 m3 » . <p>La capacité de confinement tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'extinction d'un incendie sur le site. Le dispositif est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les bassins et leur environnement proches sont bien entretenus. Ils ne sont pas signalés par une pancarte inaltérable comportant les mentions de capacité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de demander à l'exploitant d'apposer les pancartes inaltérables avec les mentions de capacité sous un délai d'un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Pollution accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des aires
Prescription contrôlée : Sauf pour la boutique et le local de réserve annexe, le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Un dispositif empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux est prévu. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux points 5.5 et 7 de la présente annexe.
Constats : Une grande et large fissure sur l'aire de distribution de carburant de la station-service est constatée le jour de la visite
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de demander à l'exploitant de procéder aux travaux nécessaires pour rendre étanche l'aire de distribution de carburant sous un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois